

SANTÉ

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

Direction générale de l'offre de soins

Sous-direction de la régulation
de l'offre de soins

Bureau de la synthèse organisationnelle
et financière (R1)

Direction de la sécurité sociale

Sous-direction du financement
du système de soins

**Circulaire DGOS/R1 n° 2011-489 du 23 décembre 2011
relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé**

NOR : *ETSH1135658C*

Validée par le CNP le 23 décembre 2011. – Visa CNP 2011-326.

Catégorie : directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : fixation des ressources d'assurance maladie des établissements de santé.

Mots clés : hôpital – clinique, établissements de santé – tarification à l'activité – dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation – dotation annuelle de financement.

Références :

Code de la santé publique, notamment les articles L. 6145-1 et suivants, R. 6145-1 et suivants ;
Code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-13, L. 174-1, L. 174-1-1,
D. 162-6 à D. 162-8, R. 162-32 à R. 162-32-4, R. 162-42 à R. 162-42-4, et R. 174-2 ;

Loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale, et notamment son article 33 modifié ;

Décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé, notamment son article 4 ;

Arrêté du 22 décembre 2006 pris pour l'application du A du V de l'article 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale ;

Arrêté du 29 octobre 2008 fixant le modèle de suivi et d'analyse de l'exécution de l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux *b* et *c* de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

Arrêté du 13 mars 2009 modifié pris pour l'application de l'article D. 162-8 du code de la sécurité sociale ;

Arrêté du 23 décembre 2009 fixant les montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du code de la sécurité sociale ;

Arrêté du 29 mars 2011 modifié fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

Circulaire n° DGOS/R1/2011-125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire des établissements de santé ;

Circulaire n° DGOS/R1/2011-443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

Circulaire n° DGOS/R1/2011-483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé.

Annexes :

Annexe I. A. – Montants régionaux MIGAC.

Annexe I. B. – Montants régionaux DAF.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé à Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé (pour mise en œuvre).

La présente circulaire vise à préciser les conditions d'allocation, aux établissements de santé de vos régions, des ressources complémentaires qui vous sont aujourd'hui déléguées en complément des trois précédentes circulaires relatives à la campagne 2011 (circulaires de référence du 30 mars 2011, du 9 novembre 2011 et du 19 décembre 2011).

Vos dotations régionales sont majorées à hauteur de 157,45 M€ supplémentaires, dont 142,24 M€ au titre des missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation (MIGAC) et 15,21 M€ au titre de l'objectif des dépenses d'assurance maladie (ODAM).

1. Dégel partiel des crédits mis en réserve

Compte tenu des perspectives d'exécution de l'ONDAM hospitalier 2011, au vu des dernières données d'activité disponibles, il a été décidé de déléguer une partie des crédits mis en réserve en début de campagne 2011 à hauteur de 100 M€.

Comme je vous l'avais annoncé, la répartition entre les régions est effectuée pour moitié au prorata des montants mis en réserve et pour moitié sur la base d'un coefficient multiplicateur calculé à partir de l'écart entre l'évolution régionale de l'activité (corrigée de l'évolution démographique) et la moyenne nationale.

Vous trouverez en annexes le détail de la répartition régionale de cette délégation.

Compte tenu des exigences en termes de rigueur d'utilisation des crédits d'assurance maladie, les attributions de crédits devront être orientées prioritairement vers des établissements en difficulté financière mais qui ont démontré leur capacité à réduire leurs charges et à mener les réformes nécessaires. Ainsi, ces attributions devront observer les conditions suivantes :

- les crédits devront être orientés prioritairement vers les établissements présentant une situation financière dégradée. Vous ciblerez en priorité les établissements suivis par le comité des risques financiers en 2011 ou susceptibles de l'être en 2012 ;
- les établissements bénéficiaires devront obligatoirement :
 - disposer d'un projet médical et d'un contrat de retour à l'équilibre financier validé par l'ARS, confirmant la crédibilité de sa stratégie de retour à l'équilibre et son positionnement au sein de l'offre de soin de son territoire ;
 - présenter une trajectoire de retour à l'équilibre financière positive sur l'année 2011, constatée sur la base des données les plus récentes (les établissements devront présenter les réalisations effectives – en termes de diminution des charges – en 2011 au titre de leur plan de redressement).

Il vous est demandé de remonter au niveau national, au plus tard pour la fin du mois de janvier, une note détaillant les choix d'allocation des crédits sur la base de ces critères.

2. Les mesures MERRI « Soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation »

Dans le cadre du plan Alzheimer 2008-2012, il est alloué un financement à l'Observatoire national de recherche sur la maladie d'Alzheimer (ONRA) hébergé au CHU de Toulouse. L'ONRA participe à l'évaluation exhaustive et continue de la typologie des études de recherche en cours en France, de leur avancement et de leur intégration dans la recherche internationale, en particulier interrogeable dans les registres d'essais cliniques, tels que « clinical trials.gov ».

Par ailleurs, il est alloué un financement au profit de l'activité de la cellule SIGAPS SIGREC, au sein du CHU de Lille, pour la collecte des données d'activité en matière de recherche des établissements de santé, effectuée *via* ces logiciels.

3. Les mesures ponctuelles

Il est décidé la délégation de crédits ponctuels d'un montant de 57 M€. Une partie de ces crédits est allouée de façon ciblée selon les difficultés rencontrées par les établissements de santé.

4. Le suivi de la campagne 2011

Vous aurez bien noté la demande de remontées d'information mentionnée ci-dessus relative à l'emploi des crédits attribués après dégel.

Afin que les services de l'administration centrale puissent suivre l'allocation des dotations aux établissements de santé, je vous demande de renseigner précisément l'outil ARBUST (ARBUST pour les ressources des établissements antérieurement sous DG et ARBUST ex-OQN pour les ressources des établissements ex-OQN).

Je compte sur votre collaboration, sachant que ces éléments permettront de préparer dans les meilleures conditions possibles la campagne budgétaire 2012.

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,*
XAVIER BERTRAND

ANNEXE I A

CAMPAGNE 2011
MIGAC

(Les montants sont en milliers d'euros.)

RÉGIONS	DOTATIONS régionales au 19 décembre 2011	DEGEL (AC R)	MERRI Soutien exceptionnel à la recherche clinique et à l'innovation (JPE)	MESURES ponctuelles AC (R)	MESURES ponctuelles AC (NR)	S/TOTAL mesures nouvelles	DOTATIONS régionales au 23 décembre 2011
Alsace	219 462,01	1 621,03			428,48	2 049,51	221 511,52
Aquitaine	343 023,01	3 517,01			947,01	4 464,01	347 487,02
Auvergne	173 979,44	1 561,49			420,08	1 981,57	175 961,00
Bourgogne	186 174,07	2 844,56			767,81	3 612,36	189 786,43
Bretagne	311 958,37	3 929,16			1 060,11	4 989,28	316 947,65
Centre	248 247,70	2 410,29		100,00	647,13	3 157,42	251 405,12
Champagne-Ardenne	173 413,64	2 722,52			736,53	3 459,06	176 872,69
Corse	50 244,37	692,97			186,85	879,82	51 124,20
Franche-Comté	138 038,46	1 776,37			479,26	2 255,63	140 294,09
Île-de-France	1 916 258,96	28 701,74			7 874,13	36 575,87	1 952 834,83
Languedoc-Roussillon	276 545,95	1 673,59			442,37	2 115,96	278 661,91
Limousin	104 201,85	1 836,62			498,95	2 335,57	106 537,42
Lorraine	276 749,55	5 499,81			4 825,53	10 325,34	287 074,88
Midi-Pyrénées	341 135,11	2 236,01	50,00		593,76	2 879,76	344 014,87
Nord - Pas-de-Calais	472 672,55	2 760,09	400,00		735,28	3 895,37	476 567,92
Basse-Normandie	169 433,16	2 088,87			563,05	2 651,92	172 085,09
Haute-Normandie	200 381,87	2 658,56			715,47	3 374,02	203 755,89
Pays de la Loire	330 288,12	2 105,12		11 300,00	559,48	13 964,61	344 252,73
Picardie	193 941,06	3 210,44			865,56	4 076,00	198 017,06
Poitou-Charentes	165 804,26	2 550,18			688,90	3 239,08	169 043,34
Provence-Alpes-Côte d'Azur	584 246,92	9 130,68			2 474,98	11 605,65	595 852,58
Rhône-Alpes	717 346,78	5 191,87			1 372,34	6 564,21	723 910,99
France métropolitaine	7 593 547,20	90 718,96	450,00	11 400,00	27 883,07	130 452,03	7 723 999,23
Guadeloupe	88 006,64	3 669,15			996,79	4 665,94	92 672,57
Guyane	55 912,02	1 058,90			285,35	1 344,25	57 256,27
Martinique	78 294,41	3 086,81			837,76	3 924,57	82 218,98
Océan Indien	112 223,05	1 466,18			388,29	1 854,47	114 077,52
DOM	334 436,11	9 281,04	0,00	0,00	2 508,19	11 789,23	346 225,34
Total dotations régionales	7 927 983,31	100 000,00	450,000	11 400,00	30 391,26	142 241,26	8 070 224,58

ANNEXE I B

CAMPAGNE 2011
DAF

(Les montants sont en milliers d'euros.)

RÉGIONS	DOTATIONS régionales au 19 décembre 2011	MESURES ponctuelles (NR)	S/TOTAL mesures nouvelles	DOTATIONS régionales au 23 décembre 2011
Alsace	436 849,44			436 849,44
Aquitaine	690 036,26	824,31	824,31	690 860,56
Auvergne	358 389,70			358 389,70
Bourgogne	326 581,42	3 500,00	3 500,00	330 081,42
Bretagne	838 109,37	1 313,08	1 313,08	839 422,45
Centre	473 087,98	900,00	900,00	473 987,98
Champagne-Ardenne	260 936,58	377,81	377,81	261 314,38
Corse	63 901,32			63 901,32
Franche-Comté	277 356,55			277 356,55
Île-de-France	2 834 929,77	94,00	94,00	2 835 023,77
Languedoc-Roussillon	508 127,30			508 127,30
Limousin	220 894,79			220 894,79
Lorraine	609 426,82	3 497,16	3 497,16	612 923,98
Midi-Pyrénées	633 079,60			633 079,60
Nord - Pas-de-Calais	910 201,42			910 201,42
Basse-Normandie	346 475,14			346 475,14
Haute-Normandie	374 166,32	2 369,54	2 369,54	376 535,86
Pays de la Loire	771 761,69			771 761,69
Picardie	482 485,22	2 333,33	2 333,33	484 818,55
Poitou-Charentes	380 526,97			380 526,97
Provence-Alpes-Côte d'Azur	925 045,72			925 045,72
Rhône-Alpes	1 393 519,57			1 393 519,57
France métropolitaine	14 115 888,94	15 209,22	15 209,22	14 131 098,16
Guadeloupe	102 746,05			102 746,05
Guyane	22 514,86			22 514,86
Martinique	112 044,24			112 044,24
Océan Indien	245 033,61			245 033,61
<i>dont EPS Mayotte</i>	125 925,38			125 925,38
DOM	482 338,76	0,00	0,00	482 338,76
Total dotations régionales	14 598 227,70	15 209,22	15 209,22	14 613 436,92